

Informations Rapides



29 juin 2012 - n° 161 **CONJONCTURE**

Principaux indicateurs

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 1^{er} trimestre 2012

**À la fin du premier trimestre 2012,
la dette publique s'établit à 1 789,4 milliards d'euros**

Avertissement : la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.
La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de présager celle du déficit public. Pour passer de la dette au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

La dette publique augmente de 72,4 milliards d'euros entre le 4^e trimestre 2011 et le 1^{er} trimestre 2012...

À la fin du premier trimestre 2012, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 789,4 Md€, en augmentation de 72,4 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe à 89,3 %, en augmentation de 3,3 points par rapport au trimestre précédent. La dette publique nette progresse beaucoup plus modérément (+17,9 Md€).

...sous l'effet d'une hausse de l'endettement de l'État et des administrations de sécurité sociale...

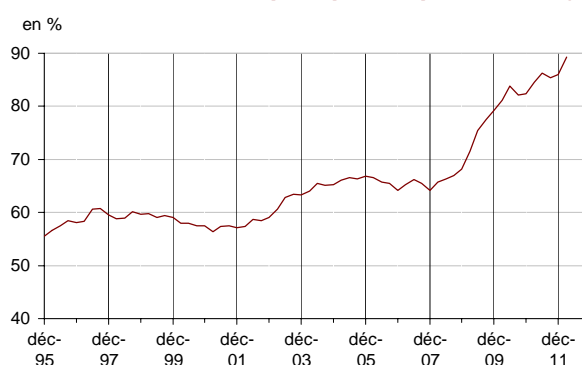
La contribution de l'État à la dette augmente de 46,8 Md€ au premier trimestre ; il s'agit pour l'essentiel de sa dette négociable à long terme (+38,4 Md€) et d'emprunts à long terme (+9,1 Md€).

La contribution des administrations de sécurité sociale progresse de +31,4 Md€ sous l'effet de la hausse de l'endettement de la Cades (+22,4 Md€), qui augmente sa trésorerie, et de l'Acosse (+8,5 Md€).

...alors que les dettes des administrations publiques locales diminuent

Les administrations publiques locales se désendettent (-5,4 Md€) à un rythme comparable aux premiers trimestres des années précédentes, en remboursant des emprunts à long terme (-7,7 Md€). La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette diminue légèrement ce trimestre (-0,4 Md€).

**Dette au sens de Maastricht
des administrations publiques en point de PIB (*)**



**La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre
et sa répartition par sous-secteur et par instrument**

	(en Mds€)				
	2011T1	2011T2	2011T3	2011T4	2012T1
Ensemble des adm. publiques	1649,8	1696,1	1692,2	1717,0	1789,4
en point de PIB (*)	84,5%	86,2%	85,4%	86,0%	89,3%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1 286,0	1 338,6	1 330,0	1 335,1	1 381,9
Organismes divers d'adm. Centrale	11,0	9,8	9,9	10,4	10,0
Administrations publiques locales	157,2	154,3	153,4	166,3	160,9
Administrations de sécurité sociale	195,7	193,4	199,0	205,2	236,6
dont, par instrument :					
Dépôts	26,1	27,9	30,5	30,0	31,5
Titres négociables	1407,2	1467,4	1457,7	1471,2	1540,1
court terme	217,2	227,9	240,2	226,0	236,1
long terme	1189,9	1239,5	1217,5	1245,1	1304,0
Crédits	216,5	200,7	203,9	215,8	217,8
court terme	27,4	10,4	12,7	8,5	10,0
long terme	189,2	190,3	191,2	207,2	207,8

Source : Comptes nationaux base 2005 - Insee, DGFIP, Banque de France

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

La dette publique nette en moindre hausse que la dette de Maastricht

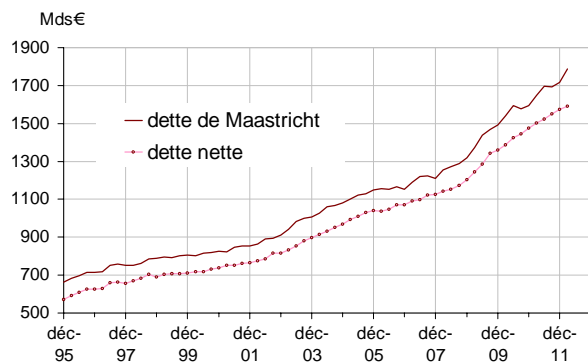
Au premier trimestre 2012, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 590,5 Md€ (soit 79,3 % du PIB contre 78,8 % au trimestre précédent), en progression de 17,9 Md€ par rapport au trimestre précédent. L'écart de 54,5 Md€ entre cette hausse de la dette nette et l'augmentation de 72,4 Md€ de la dette brute traduit notamment la forte augmentation de la trésorerie de l'État (+21,6 Md€) et des organismes de sécurité sociale (+27,2 Md€). Par ailleurs, les encours de prêts détenus par les administrations publiques augmentent : l'État accorde 9,1 Md€ de prêts aux pays de la zone euro dans le cadre du FESF (voir encadré). A contrario, les détentions en titres des organismes de sécurité sociale diminuent de 3,6 Md€

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

	2011T1	2011T2	2011T3	2011T4	2012T1
Ensemble des adm. publiques	1501,3	1523,2	1550,1	1572,6	1590,5
dont :					
État	1211,5	1239,4	1266,3	1271,0	1287,7
Org. divers d'adm. centrale	-2,5	-4,7	-4,5	-1,7	-2,3
Adm. publiques locales	147,9	144,8	143,7	156,6	151,1
Adm. de sécurité sociale	144,5	143,7	144,7	146,6	153,9

Dette au sens de Maastricht et dette nette



La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM se stabilise

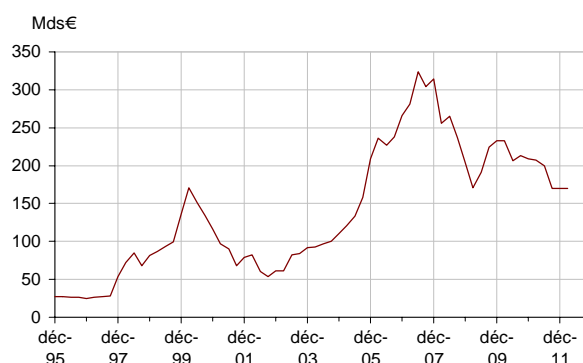
Au premier trimestre 2012, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques se stabilise à 170,0 Md€. Les détentions en actions cotées diminuent de 2,8 milliards d'euros, affectées par la baisse des valeurs énergétiques et par les ventes réalisées par le RSI à hauteur d'1,6 Md€. Cette baisse est contrebalancée par la hausse des détentions en OPCVM (+3,0 Md€) des organismes de sécurité sociale : le FRR, le RSI et l'Unedic en acquièrent pour respectivement 1,1 Md€, 1,0 Md€ et 0,7 Md€

Les actions cotées et les OPCVM détenus par les administrations publiques

(en Mds€)

	2011T1	2011T2	2011T3	2011T4	2012T1
Ensemble des adm. publiques	207,2	199,4	169,5	169,8	170,0
dont :					
État	85,2	79,0	65,4	59,1	57,9
Org. divers d'adm. centrale	29,9	29,7	23,2	22,3	23,3
Adm. publiques locales	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Adm. de sécurité sociale	91,5	90,1	80,5	87,8	88,2

Actions cotées et OPCVM détenus par les APU



Remarque : à la suite de la décision d'Eurostat du 27 janvier 2011, les émissions du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) destinées à financer des prêts aux pays européens sont réintégrés dans les dettes des pays contributeurs à cet organisme. Au premier trimestre 2012, la France a prêté 8,1 milliards d'euros à la Grèce, 0,6 milliards d'euros au Portugal et 0,4 milliards d'euros à l'Irlande.

Pour en savoir plus :

Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G423](#), [G885](#), [G886](#)
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 28 09 2012 à 8h45